

Procès-verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

Séance du 26 mars 2024

Le vingt-six mars deux mille vingt-quatre, à 9 heures 30, le Comité syndical, dûment convoqué le vingt mars deux mille vingt-quatre, s'est réuni 11 rue Catherine de la Rochefoucauld – 75009 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 54 (dont 23 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (26) :

Bruno Tuder (Bagneux), Edith Felix (Bagnolet), Stéphanka Toussaint (Bois-Colombes), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Christophe Bernier (Gennevilliers), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Mehdi Hafsi (La Courneuve), Philippe Robert (Le Bourget), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Olivier Stern (Montreuil), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Pierric Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Michel Budakci (Saint-Maurice) Patrice Pattée (Sceaux), Sophie De Lamotte (Suresnes), Thierry Duboc (Villejuif), Patricia Vavassori (GPGE), Bertrand-Pierre Gaey (GPSO), Alain Mathioudakis (GPSO).

Suppléants avec voix délibératives (5) :

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), Françoise Carteau (Gentilly), Thibault Simeoni (Maisons-Alfort), Eric Dupau (Versailles), Luc Mauvarin (GPSO).

Suppléants sans voix délibérative (2) : Isabelle Massard (Gennevilliers), Stéphane Perrin-Bidan (Suresnes).

Excusés ayant donné pouvoir (23) :

Samuel Besnard (Cachan) à Edith Félix, Andy Kangoud (Châtillon) à Sylvie Simon-Deck, Kristian Bolle (Choisy-le-Roi) à Stéphanka Toussaint, Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne) à Cédric Nicolas, Léopold Michallet (Colombes) à Christophe Bernier, Hervé de Compiègne (Courbevoie) à Thierry-Michel Isoard, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à Capucine du Sartel, Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) à Bruno Tuder, Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois) à Françoise Carteau, Geneviève Gaillabaud à Sophie Deschiens, Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt) à Eric Dupau, Laurent Baron (Le Pré-Saint-Gervais) à Julie Lefebvre, Christophe Paquis (Les Lilas) à Patrice Pattée, Paul-André Mouly (Montrouge) à Jean-Marie Ballet, Vincent Soulage (Nanterre) à Olivier Stern, Christophe Piercy (Saint-Denis) à Mehdi Hafsi, Alain Schumacher (GPGE) à Patricia Vavassori, David Daoulas (GPSO) à Alain Mathioudakis, Hervé Lièvre (GPSO) à Luc Mauvarin, Bernard Roche (GPSO) à Bertrand-Pierre Galey, Alix Bougeret (Ile-de-France) à Marie-Hélène Magne, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud, Christophe Najdovski (MGP) à François Vauglin (Paris).

Total des voix : 1019,79 voix

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib'**) de la séance du 26 mars 2024

2. Délibérations :

- Adhésion de la Ville de L'Île-Saint-Denis au Syndicat et à l'option Velib' ;
- Approbation du montant des contributions complémentaires 2018 de la commune d'Antony au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole et régularisation du budget 2024 ;
- Constitution de la provision pour risques et charges en raison de la fin du service public Autolib' et détermination des contributions nécessaires à sa couverture et régularisation du budget 2024 ;
- Approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019 et approbation des contributions 2019 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole et régularisation en conséquence du budget 2024 ;
- Approbation du montant des contributions pour le fonctionnement du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole au titre de la compétence Autolib' pour les années 2020 à 2023 et régularisation du budget 2024 ;
- Approbation des montants relatifs aux sommes à passer au titre des provisions sur les exercices 2019 à 2023 et régularisation du budget 2024 ;
- Décision modificative n°1 du Budget Principal 2024 ;
- Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence ;

3. Divers: Point sur la qualité du service de Velib' Métropole et sur les échanges avec le prestataire de service

Au préalable, **le Président** accueille Madame Sophie Bosquillon, représentante de la commune de L'Île-Saint-Denis, dont l'adhésion au Syndicat est inscrite à l'ordre du jour de la séance. Il donne ensuite la parole à Thierry Pereira, Directeur technique, pour commenter les diapositives diffusées sur écran relatives à la situation du service Velib'.

Le Président propose ensuite de désigner le secrétaire de séance. Monsieur Patrice Pattée est désigné secrétaire de séance à l'unanimité : Pour 1 019,79 voix

1. Approbation du procès-verbal du 28 novembre 2023

Le Président demande s'il y a des observations et, en l'absence d'observation, soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité Syndical Autolib' et Velib' Métropole du 28 novembre 2023.

Pour : 1019,79 voix

Le procès-verbal du Comité Syndical du 28 novembre 2023 est approuvé à l'unanimité.

2. Délibérations

2024 01 - Adhésion de la Ville de L'Île-Saint-Denis au Syndicat et à l'option Velib'

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur Général, indique sur la carte diffusée sur écran que L'Île-Saint-Denis est en totale continuité du réseau Velib', tant du côté de Saint-Denis et que du côté des Hauts-de-Seine par Villeneuve-la-Garenne, Gennevilliers et Asnières-sur-Seine. Il ajoute qu'il est envisagé de disposer 3 stations sur le territoire de L'Île-Saint-Denis et termine en indiquant que cette adhésion est cohérente par rapport à la stratégie de développement du réseau Velib'.

Le Président donne ensuite la parole aux membres.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO) regrette qu'il y ait peu d'informations sur l'impact de cette adhésion. Il estime, d'une manière générale, qu'il faut rester réservé sur l'extension du territoire couvert par le Syndicat et rappelle que l'audit le conseillait. La cohérence géographique est évidente, dit-il, il n'y a pas de raisons de s'y opposer. Cependant, il demande qu'à l'avenir le Syndicat soit plus précis dans les perspectives de dépenses et recettes induites par une nouvelle adhésion. Il souhaiterait éventuellement que Smovengo établisse un rapport sur la façon dont il envisage de mettre en œuvre le service et sur l'impact que ça pourrait avoir sur l'ensemble des paramètres économiques. Il précise que sa remarque vise à éviter que le Syndicat puisse trop s'étendre et estime que le dispositif commence à atteindre une surface suffisante. Il souhaite qu'une étude d'impact soit présentée au comité lors des prochaines adhésions.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) partage les propos de Monsieur Galey. Il s'agit, dit-elle, de boucler la boucle avec l'adhésion de L'Île-Saint-Denis. Elle indique qu'elle a toujours en mémoire le rapport de l'audit. C'est pourquoi, dit-elle, une extension du service sur d'autres communes ne lui paraît pas une bonne option, à la fois par rapport à la santé économique de Smovengo mais aussi par rapport au service qui ne sera peut-être plus aussi optimal qu'actuellement, bénéficiant déjà un taux de satisfaction peu élevé. Elle conclut en indiquant qu'elle ne souhaite pas que le service s'étende à l'infini.

Le Président entend la prudence du scénario qui avait été envisagé par le cabinet Rise lors de l'audit rendu public en 2023. Il précise que ce scénario se fondait sur le modèle économique de 2021, désormais caduc car considérablement réformé, et portait sur un déploiement rapide sur l'ensemble de la métropole, ce qui, dit-il, n'est pas le cas avec l'adhésion de L'Île-Saint-Denis. Il estime qu'il faut être attentif et vigilant effectivement sur la cohérence des déploiements. La question est de savoir quelles sont les conditions pour que ça fonctionne. Il rappelle qu'au moment où l'audit a été rendu public, Smovengo disait qu'il fallait augmenter le nombre de vélos. Convaincu par l'augmentation du nombre de vélos, il indique que le Syndicat s'est battu pour obtenir des vélos et des stations supplémentaires. Il précise ensuite qu'il n'a pas la même lecture du rapport d'audit mais qu'il souscrit volontiers à la prudence qui est nécessaire sur les extensions. S'agissant de l'adhésion de L'Île-Saint-Denis, il estime que c'est une question de cohérence et un service à rendre aux habitants de Villeneuve-la-Garenne et de Saint-Denis pour bénéficier d'un service totalement cohérent.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et, en l'absence, soumet la délibération 2024 01 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 80 voix La Région Ile de France (80)
Pour : 939,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1^{er} : APPROUVE l'adhésion de la Commune de L'Île-Saint-Denis au socle commun du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole.

Article 2 : APPROUVE le transfert de la compétence de location de véhicules électriques et la compétence de location de vélos en libre-service de la ville de L'Île-Saint-Denis au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole.

Article 3 : APPROUVE l'adhésion de la ville de L'Île-Saint-Denis à l'option Velib'.

Le Président propose aux membres d'avoir une discussion globale sur l'ensemble des délibérations 2024 02 à 2027 07.
Les membres acceptent à l'unanimité cette proposition.

Le Président donne ensuite la parole à Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique.

Malik Salemkour explique que les 6 délibérations à venir sont les conséquences des actions menées par la commune d'Antony contre le Syndicat depuis 2018. Il présente ensuite oralement l'exposé liminaire aux membres de la manière suivante :

Par jugement N°1919348/3-3 du 12 décembre 2023, le tribunal administratif de Paris avait estimé qu'il y avait lieu d'écarter l'application de la convention de délégation de service public (DSP) conclue le 25 février 2011 entre le syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole (SAVM) et la société par action simplifiée (SAS) Autolib' au motif qu'elle était, dans son ensemble, entachée de nullité. Il fondait son jugement sur l'illégalité des stipulations de l'article 63 de la convention par lesquelles le SAVM était susceptible de contribuer majoritairement aux pertes d'exploitation de la concession, *« en méconnaissance des règles applicables à une délégation de service public pour laquelle le risque financier doit être supporté par le concessionnaire »*. Il découle de ce jugement le rejet de la requête de la société Autolib' demandant la réparation du préjudice évoqué du fait de la résiliation de la convention.

Par une requête déposée le 9 février 2024 auprès de la Cour administrative d'appel de Paris, la SAS Autolib' a formé appel de cette décision et demandé l'annulation du jugement N°1919348/3-3 du 12 décembre 2023, à condamner le SAVM à lui verser la somme à parfaire de 235 528 363,10 euros au titre de la résiliation de la convention, assortie des intérêts moratoires et, le cas échéant, de la capitalisation des intérêts échus ou à défaut de condamner le SAVM à lui verser de somme à parfaire de 301 935 019,15 euros sur les terrains quasi-contractuel et quasi-délictuel, assortie des intérêts moratoires et, le cas échéant, de la capitalisation des intérêts échus.

Le 6 février 2024, le tribunal administratif de Paris a procédé à l'annulation partielle de différents actes attaqués par la commune d'Antony, selon requêtes déposées par cette dernière en 2019, 2020, 2022, 2023 et 2024.

Selon le tribunal administratif, la délibération n°2018-18 du 21 juin 2018 constatant la résiliation de la concession Autolib' serait entachée d'illégalité (et devrait être écartée) dès lors qu'elle constituerait, selon lui, une mesure d'exécution de l'article 63 de la concession (lui-même illégal). Le tribunal précise que cette mesure d'exécution n'est, selon lui, pas *« détachable »* de la concession. Les délibérations budgétaires (budget principal Autolib') successives couvrant les années 2018 à 2023 seraient ainsi, selon le jugement du tribunal administratif de Paris ; *« dépourvues de base légale »* du fait de l'illégalité, selon ce juge, de la délibération du 21 juin 2018 constatant la résiliation de la concession Autolib'. En effet, selon le tribunal, ces délibérations budgétaires *« tirent la conséquence »* de la résiliation.

Le tribunal administratif n'a néanmoins procédé qu'à l'annulation partielle de la délibération 2019-08 du 15 mars 2019 portant approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019. Le tribunal administratif de Paris a indiqué que cette délibération est *« annulée en tant, d'une part, qu'elle prévoit que, du fait du constat de résiliation de la délégation de service public conclue avec la société Autolib', l'équilibre du budget principal Autolib' sera assuré par une contribution des collectivités membres et, d'autre part, qu'elle y inscrit, en son article 4, une provision pour risques et charges d'un montant de 20 000 000€ étalés sur cinq ans, soit 4 000 000€ pour l'exercice budgétaire 2019 »*.

De plus, le tribunal administratif a procédé à l'annulation des délibérations suivantes, uniquement en ce qu'elles fixent *« la fraction du complément de contribution au budget Autolib' pour la commune d'Antony »*:

- Délibération 2019-07 du 15 mars 2019 portant modification des montants des contributions 2019 au Syndicat ;
- Délibération 2019-32 du 19 décembre 2019 portant modification des contributions 2019 au Syndicat ;

En effet, le tribunal considère que ces délibérations *« constituent chacune une somme de décision individuelle »* et qu'il n'y a donc pas lieu d'annuler les délibérations pour l'ensemble des collectivités membres.

En outre, le tribunal administratif a également procédé à l'annulation des délibérations n°2020-35 du 11 décembre 2020 portant modification des montants des contributions 2020 au Syndicat et n°2022-33 du 12 décembre 2022 portant approbation des montants des contributions 2023 au Syndicat, là encore uniquement en ce qui concerne la « *fraction du complément de contribution au budget Autolib' pour la commune d'Antony* ».

Il est à noter que le tribunal considère qu'il n'y a pas lieu de distinguer les contributions appelées pour le fonctionnement du SAVM et celles appelées pour constituer la provision pour risque de condamnation en application des stipulations de la concession, aucune de ces contributions n'étant, selon le tribunal, « *sans rapport* » avec la résiliation (la contribution de fonctionnement découle indirectement de la fin des « flux financiers » générés par la concession).

Enfin, 9 avis de sommes à payer par la commune d'Antony sont annulés pour un montant total de 133 310,60€ (dont aucun paiement n'a été effectué à ce jour) :

- avis des sommes à payer n° 2018-50-230 du 9 janvier 2019 (14 702,60€) concernant le complément de contributions 2018 pris en application de l'article 1 de la délibération 2018-31 du 14 décembre 2018 ;
- avis des sommes à payer n° 2019-7-8 du 1er avril 2019 (9 600,00€) pour la contribution Autolib' 2019 pris en application de l'article 1 de la délibération 2018-33 du 14 décembre 2018 ;
- avis de sommes à payer n°2019-29-114 du 25 septembre 2019 (14 400,00€) intitulé « Contribution provision Autolib' 2019 », pris en application de l'article 1 de la délibération 2019-07 ;
- avis de sommes à payer n° 2020-6-10 du 26 février 2020 (9 200,00€) intitulé « Contribution fonctionnement Autolib' 2020 », pris en application de la délibération 2019-35 ;
- avis des sommes à payer n°2022-8-13 du 7 avril 2022 (6 520,00€) intitulé « Contribution fonctionnement Autolib' 2022 », pris en application de la délibération 2021-30 ;
- avis des sommes à payer n°2022-13-83 du 7 avril 2022 (14 400,00€) intitulé « provision Autolib' 2022 », pris en application de la délibération 2021-30 ;
- avis des sommes à payer n°2022-50-216 du 22 décembre 2022 (22 444,00€) intitulé « complément provision Autolib' 2022 », pris en application de la délibération 2022-21 ;
- avis de sommes à payer n°2023-5-34 du 17 février 2023 (36 844,00€) intitulé « provision Autolib' 2023 », pris en application de la délibération 2022-33 ;
- avis de sommes à payer n°2023-13-100 du 21 avril 2023 (5 200,00€) intitulé « contribution fonctionnement Autolib' 2023 », pris en application de la délibération 2023-08.

Les affaires ayant été jointes par année (2018, 2019, 2020, 2022 et 2023), 5 jugements ont été rendus et le SAVM est condamné à un montant total de 12 000€ de frais au titre de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

Par une requête à déposer auprès de la Cour administrative d'appel de Paris, le Syndicat entend former appel de toutes ces décisions, assorti d'une demande de sursis à exécution.

Dans ces conditions, les décisions du tribunal administratif étant exécutoires, il appartient au SAVM de prendre les délibérations suivantes :

- délibération définissant les contributions complémentaires de la commune d'Antony au titre de l'exercice 2018 ;
- délibération concernant la constitution de la provision pour risques et charges liés à la fin du service public Autolib' ainsi que la définition des contributions nécessaires à sa couverture ;
- vote du budget primitif 2019 portant approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' et détermination des contributions pour cet exercice ;
- délibérations définissant les contributions pour le fonctionnement du SAVM au titre des exercices 2020, 2021, 2022 et 2023.

S'agissant des conséquences de ces évolutions sur le budget du socle commun Autolib' pour 2024, une décision modificative s'avère également nécessaire.

Le Président donne ensuite la parole aux membres.

Luc Mauvarin (GPSO) demande s'il n'y a pas de problème à ce que des membres non élus en 2019 votent le budget 2019.

Malik Salemkour, Directeur juridique, répond que cela ne pose pas de problème puisque c'est l'assemblée en fonction au moment du vote qui doit se prononcer. C'est une décision modificative du budget 2024 qui est votée en même temps que le budget 2019. Il comprend que dans un raisonnement puriste, la question puisse se poser. Le Comité syndical actuel, dit-il, est bien légitime pour voter ce budget.

Alain Mathioudakis (GPSO) demande si la ville d'Antony est toujours adhérente au Syndicat.

Malik Salemkour, Directeur juridique, confirme que la ville d'Antony est toujours adhérente au Syndicat, mais pas à l'option Velib'.

Michel Budakci (Saint-Maurice) demande s'il y aura une incidence sur les contributions à venir.

Le Président répond qu'il n'y aura pas d'incidence sur les contributions. Les délibérations ont pour objet de rétablir le niveau des provisions qui avait été décidé précédemment. Il rappelle que la provision votée en 2018 était d'un montant de 20 millions d'euros, et qu'en 2023 ce montant a été voté pour 32 millions d'euros. Il ajoute qu'il n'est pas prévu à cette étape d'augmentation des provisions. Cependant, dit-il, nous sommes soumis aux décisions du Tribunal Administratif.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 02 au vote.

2024 02 - Approbation du montant des contributions complémentaires 2018 de la commune d'Antony au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole et régularisation du budget 2024

Contre :	0 voix
Abstention :	86 voix Région Ile-de-France (80), La Garenne Colombes (6)
Pour :	933,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

Article 1 : DIT que la recette, objet de l'avis de sommes à payer annulé n° 2018-50-230 du 9 janvier 2019, a été constatée sur le budget 2018 mais qu'elle n'a pas été payée par la commune ;

Article 2 : PREND ACTE de que cette recette est annulée ;

Article 3 : CONSTATE que cette somme ayant été non perçue, nul avoir n'est à prévoir ;

Article 4 : CONSTATE qu'au titre de cet exercice, une contribution s'impose à la suite de l'arrêt matériel du service public Autolib' à compter du 26 juin 2018 et du fait de ses conséquences contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib' (incluant la prise en charge partielle du solde d'exploitation de la fin progressive de l'activité du 26 juin au 31 juillet 2018 à hauteur de 1,9 M€) ;

Article 5 : DECIDE de fixer le montant de ladite contribution au montant de 14 702,60€ ;

Article 6 : AUTORISE le Président à réinscrire la recette au budget 2024, à émettre à nouveau un titre de recettes pour les contributions complémentaires dues au titre de l'exercice 2018 par la commune d'Antony ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024 03 - Constitution de la provision pour risques et charges en raison de la fin du service public Autolib' et détermination des contributions nécessaires à sa couverture et régularisation du budget 2024 ;

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 03 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 86 voix Région Ile-de-France (80), La Garenne Colombes (6)
Pour : 933,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : DECIDE la constitution d'une provision pour risques et charges liée à la fin du service public Autolib' et à ses suites contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib', d'un montant de 32,5 M€ au titre d'une estimation à parfaire des indemnités dues par le SAVM au vu de la demande de la SAS Autolib' dans sa requête déposée le 9 février 2024 auprès de la Cour administrative d'appel de Paris sur le terrain quasi-contractuel et quasi-délictuel, ou de manière alternative en cas de suite positive de l'appel formé par la SAS Autolib', sur le terrain contractuel au titre des indemnités de résiliation ou de toute autre montant que la Cour mettrait à la charge du Syndicat et qui pourrait être immédiatement exigible ;

Article 2 : DECIDE que le montant de la contribution annuelle par station des collectivités membres est majoré pour la couverture de cette provision de 3 600 € pour les exercices 2019, 2020 et 2021 et qu'elle est portée à 9 211€ par an et par station pour les exercices 2022 et 2023 ;

Article 3 : DIT que les recettes des contributions des collectivités membres associées à la provision ont été constatées sur les budgets annuels de 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 ;

Article 4 : DECIDE que la part des contributions pour la couverture de cette provision versée par les collectivités membres au titre des exercices 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023, revotées ce jour à l'identique, acquise au Syndicat, le sera au titre de la provision fixée par les articles 1 à 3 de la présente délibération, sur la base des motifs exposés ci-dessus se substituant à ceux adoptés dans les budgets susmentionnés ;

Article 5 : AUTORISE le Président à réinscrire ces recettes au budget 2024, à émettre à nouveau les titres de recettes liés aux contributions pour la couverture des provisions ordonnancées auprès des collectivités membres au titre des exercices 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023, lorsque ces dernières, dont la commune d'Antony, n'ont pas honoré ces créances à ce jour, ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024 04 - Approbation du budget primitif du budget principal pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019 et approbation des contributions 2019 au Syndicat Autolib' et Velib' Métropole et régularisation en conséquence du budget 2024

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 04 au vote.

Contre : 0 voix
Abstention : 86 voix Région Ile-de-France (80), La Garenne Colombes (6)
Pour : 933,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1^{er} : APPROUVE en régularisation du budget 2024 le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2019 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 13 583 068,58 euros
- Recettes : 13 583 068,58 euros, dont 6 684 000€ au titre des contributions des collectivités membres

Investissement

- Dépenses : 5 769 263,17 euros
- Recettes : 5 769 263,17 euros

Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre ;

Article 2 : DÉCIDE que le Président est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget ;

Article 3 : DÉCIDE que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2019 relatifs aux frais de personnel du budget annexe font l'objet d'un remboursement ;

Article 4 : DÉCIDE d'inscrire les provisions suivantes :

20 000 000 euros pour risques et charges, étalés sur cinq ans, soit 4 000 000 € pour l'exercice 2019. Les provisions constituées pour risques et charges sont imputées en dépense au chapitre 68, compte 6815 (voir détail joint en annexe) ;

Article 5 : DÉCIDE que le montant de la contribution 2019 pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 6 000€ par station, dont 2 400 € pour le fonctionnement du Syndicat et 3 600€ pour la couverture des provisions ;

Article 6 : DIT que cette recette figure dans le budget 2019 voté le 15 mars 2019 et dans celui approuvé ce jour ;

Article 7 : DECIDE que les contributions 2019 qui ont déjà été versées par les collectivités adhérentes à la compétence Autolib', pour le fonctionnement du Syndicat et pour la couverture des provisions, revotées ce jour à l'identique, acquises au Syndicat, le seront au titre des contributions fixées par les articles précédents de la présente délibération sur la base des motifs exposés ci-dessus et par la délibération 2024 03 du 26 mars 2024, se substituant à ceux mentionnés dans les dispositions de la délibération annulée ;

Article 8 : AUTORISE le Président à réinscrire ces recettes au budget 2024, à émettre à nouveau les titres de recettes pour les contributions 2019 ordonnancées auprès des collectivités membres, lorsque ces dernières, dont la commune d'Antony, n'ont pas honorées ces créances à ce jour, ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024 05 - Approbation du montant des contributions pour le fonctionnement du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole au titre de la compétence Autolib' pour les années 2020 à 2023 et régularisation du budget 2024

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 05 au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 86 voix Région Ile-de-France (80), La Garenne Colombes (6)

Pour : 933,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

Article 1 : DECIDE que le montant de la contribution 2020 pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 1 550 € par station pour le fonctionnement du Syndicat, hors contribution pour la couverture de la provision pour risques et charges fixées par la délibération 2024-03 ;

Article 2 : DECIDE que le montant de la contribution 2021 pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 1 630 € par station pour le fonctionnement du Syndicat hors contribution pour la couverture de la provision pour risques et charges fixées par la délibération 2024-03 ;

Article 3 : DECIDE que le montant de la contribution 2022 pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 1 630 € par station pour le fonctionnement du Syndicat hors contribution pour la couverture de la provision pour risques et charges fixées par la délibération 2024-03 ;

Article 4 : DECIDE que le montant de la contribution 2023 pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 964 € par station pour le fonctionnement du Syndicat hors contribution pour la couverture de la provision pour risques et charges fixées par la délibération 2024-03 ;

Article 5 : DIT que les recettes précitées ont été constatées respectivement sur les budgets 2020, 2021, 2022 et 2023 du Syndicat ;

Article 6 : PREND ACTE de ce que ces recettes sont annulées pour la commune d'Antony par la Tribunal administratif de Paris ;

Article 7 : CONSTATE pour la commune d'Antony ces sommes ayant été non perçues, nul avoir n'est à prévoir ;

Article 8 : DECIDE que les contributions déjà versées par les collectivités adhérentes à la compétence Autolib', pour le fonctionnement du Syndicat, revotées ce jour à l'identique, acquises au Syndicat, le seront au titre des contributions fixées par les articles précédents de la présente délibération, sur la base des motifs exposés ci-dessus se substituant à ceux adoptés dans les budgets susmentionnés ;

Article 9 : AUTORISE le Président à réinscrire ces recettes au budget 2024, à émettre à nouveau les titres de recettes pour les contributions ordonnancées auprès des collectivités membres, lorsque ces dernières, dont la commune d'Antony, n'ont pas honorées ces créances à ce jour, ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024 06 - Approbation des montants relatifs aux sommes à passer au titre des provisions sur les exercices 2019 à 2023 et régularisation du budget 2024

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 06 au vote.

Contre :	0 voix
Abstention :	86 voix Région Ile-de-France (80), La Garenne Colombes (6)
Pour :	933,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1 : DECIDE, sur l'ensemble des budgets antérieurs, même ceux non attaqués, que la somme à passer en provision au titre de l'application du contrat résilié doit être remplacée y compris pour 2024 comme étant une provision pour risques et charges liée à la fin du service public Autolib' et à

ses suites contentieuses dans les relations avec la SAS Autolib', conformément à la délibération 2024 03 au titre d'une estimation à parfaire des indemnités dues par le SAVM au vu de la demande de la SAS Autolib' dans sa requête déposée le 9 février 2024 auprès de la Cour administrative d'appel de Paris sur le terrain quasi-contractuel et quasi-délictuel, ou de manière alternative en cas de suite positive de l'appel formé par la SAS Autolib', sur le terrain contractuel au titre des indemnités de résiliation ou de toute autre montant que la Cour mettrait à la charge du Syndicat et qui pourrait être immédiatement exigible;

Article 2: DECIDE, pour l'exercice 2019 qui a donné lieu à une censure distincte de la part du juge, de considérer pour l'avenir que ces provisions sont effectuées au titre des motifs exposés à l'article précédent;

Article 3: DECIDE que les titres de recettes qui n'ont pas été contestés et qui ont été payés au titre de la responsabilité contractuelle devront être réputés avoir été payés au titre de la responsabilité extracontractuelle au sens de l'article 1er des présentes;

Article 4: DECIDE chaque fois, tant dans les écritures comptables que dans les écritures budgétaires que les titres qu'ils aient été annulés ou non seront à prendre en compte quant à leur montant modifié, revue à la baisse, si ceux-ci ont été revus à la baisse en cours d'exercice;

Article 5: AUTORISE le Président à réinscrire ces recettes au budget 2024, dans les conditions susmentionnées, ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2024 07 - Décision modificative n°1 du Budget Principal 2024

Le Président donne la parole à Sédik Chekir.

Sédik Chekir, Directeur financier, explique que la décision modificative vise d'une part à procéder à la modification des inscriptions budgétaires nécessaires pour tenir compte des jugements du tribunal administratif annulant les avis des sommes à payer pour la commune d'Antony et d'autre part à ajuster la section d'investissement dans le but de pouvoir financer à la fois l'acquisition de nouveaux matériels et mobiliers et l'installation technique et informatique de la nouvelle salle de réunion du Comité syndical.

Le Président demande s'il y a d'autres observations et en l'absence, soumet la délibération 2024 07 au vote.

Contre :	0 voix
Abstention :	86 voix Région Ile-de-France (80), La Garenne Colombes (6)
Pour :	933,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1: DECIDE de constater l'annulation des titres sur exercices antérieurs pour tous les avis de paiement annulés par le tribunal administratif de Paris pour un montant total de 127 366,60 €;

Article 2: DECIDE que le montant de la contribution complémentaire 2018 de la commune d'Antony pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 14 702,60 € (3 775,65 € moins 100 € titrés début 2018 multipliés par 4 stations;

Article 3 : DECIDE que le montant de la contribution 2019 de la commune d'Antony pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 22 400 €, soit 5 600 € par station, dont 2 000 € pour le fonctionnement du Syndicat et 3 600 € pour la couverture des provisions pour risques et charges ;

Article 4 : DECIDE que le montant de la contribution 2020 de la commune d'Antony pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 20 600 € soit 5 150 € par station, dont 1 550 € pour le fonctionnement du Syndicat et 3 600 € pour la couverture des provisions pour risques et charges ;

Article 5 : DECIDE que le montant de la contribution 2021 de la commune d'Antony pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 20 920 € soit 5 230 € par station, dont 1 630 € pour le fonctionnement du Syndicat et 3 600 € pour la couverture des provisions pour risques et charges ;

Article 6 : DECIDE que le montant de la contribution 2022 de la commune d'Antony pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 43 364 € soit 10 841 € par station, dont 1 630 € pour le fonctionnement du Syndicat et 9 211 € pour la couverture des provisions pour risques et charges ;

Article 7 : DECIDE que le montant de la contribution 2023 de la commune d'Antony pour l'exercice de la compétence Autolib' s'établit à 40 700 € soit 10 175 € par station, dont 964 € pour le fonctionnement du Syndicat et 9 211 € pour la couverture des provisions pour risques et charges ;

Article 8 : APPROUVE le virement de crédits du chapitre 27 au chapitre 21 pour financer à la fois l'acquisition de nouveaux matériels et mobiliers et l'installation technique et informatique de la nouvelle salle de réunion du comité syndical ;

Article 9 : APPROUVE, en conséquence, la décision modificative n°1 du budget principal 2024 arrêtée comme suit :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
67			127 366,60 €		
74					127 366,60 €
27		60 000,00 €			
21			30 000,00 €		
21	21838		30 000,00 €		
TOTAL		60 000,00 €	187 366,60 €	0,00 €	127 366,60 €
SOLDE			127 366,60 €		127 366,60 €

Article 10 : AUTORISE le Président à émettre les titres de recettes relatifs aux contributions 2018 à 2023 à l'encontre de la commune d'Antony ainsi qu'à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Article 11 : AUTORISE le Président à procéder au virement de crédits du chapitre 27 au chapitre 21.

2024 08 Rendu-compte des décisions du Président prises dans le cadre de la délégation de compétence

Le Président rappelle que les décisions ont été adressées à l'ensemble des membres.

Il demande s'il y a des questions et en l'absence demande aux membres de prendre acte de la délibération 2024 08.

Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Pour : 1019,79 voix

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 12 mars 2024 en vertu de la délégation de compétence du comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

3. Divers :

3.1 – Point sur la qualité du service de Velib' Métropole et sur les échanges avec le prestataire de service

Le Président donne la parole à Yannick Cabaret.

Yannick Cabaret, Directeur Général, commente la présentation diffusée sur écran et rappelle qu'en 2022, le cheval de bataille du Syndicat avait été le nombre de vélos. Le Syndicat s'est en effet battu pour aboutir, en décembre 2022, à un accord avec le prestataire dans lequel celui-ci s'engageait à augmenter de 3 000 le nombre de vélos disponibles par rapport aux chiffres existants. Il précise que l'on parle bien de vélos disponibles, et pas de toute la flotte de vélos, c'est à dire de vélos en stations et identifiés comme disponibles pour les usagers. Aujourd'hui, dit-il, en mars 2024, cet engagement pris par Smovengo s'est concrétisé. Un peu moins de 20 000 vélos disponibles sont sur le terrain, comme prévu au contrat.

Yannick Cabaret poursuit en indiquant que le deuxième cheval de bataille a été la régulation. Des discussions ont été engagées début 2023 avec Smovengo pour identifier une trajectoire d'augmentation de la régulation et des nouveaux indicateurs qui seraient plus pertinents pour garantir un bon niveau de satisfaction pour les usagers. Il a ainsi été notifié au prestataire, au terme d'un accord, l'exigence du Syndicat d'avoir au maximum 5 % de stations régulièrement vides et 5 % de stations régulièrement pleines sur le réseau.

Cela ne va certes pas régler les problèmes de toutes les stations sur l'ensemble du réseau parce qu'on sait que les stations pleines ou vides se concentrent sur certains quartiers ou certaines communes. Actuellement environ 200 stations sont régulièrement vides et une centaine de stations régulièrement pleines. L'objectif, avec les 5 % fixés au prestataire, est de descendre à environ 70 stations vides et 70 stations pleines ce qui constituera une amélioration.

Yannick Cabaret informe les membres du Comité qu'il sera donné à Smovengo, pendant quelques mois, le temps nécessaire pour qu'ils puissent caler les modalités d'atteinte de cet objectif. De ce fait, il précise qu'il n'y aura ni pénalité pour l'entreprise, ni coût supplémentaire pour le Syndicat. Il ajoute qu'un bilan sera effectué d'ici quelques mois et qu'à la fin de l'été, le Syndicat aura la capacité de fixer des objectifs encore plus ambitieux. Il ajoute que ces objectifs seront probablement compris entre 2 et 3 % de stations vides ou pleines.

Luc Mauvarin (GPSO) indique qu'il avait été prévu 24 000 Velib' pour les JOP et qu'actuellement il y en a 20 000, et demande si les 24 000 Velib' seront prêts pour juillet 2024.

Yannick Cabaret, Directeur Général, répond qu'il n'a pas souvenir d'avoir communiqué sur 24 000, qui correspond au nombre de vélos dans le parc Velib' mais sur 20 000 vélos disponibles.

Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine) indique avoir lu dans la presse qu'il serait envisagé des pneus sans chambre à air. Il demande si cela va être réalisé et quel serait le déploiement.

Yannick Cabaret, Directeur Général, répond qu'en effet Smovengo a fait cette proposition il y a quelques mois et que celle-ci a été initialement refusée par le Syndicat, qui a demandé des éléments plus détaillés sur les conséquences de cette possibilité pour le confort des usagers. Un test avec le Comité des usagers a été organisé. Ce test s'est tenu une semaine avant le Comité, en présence d'une vingtaine de membres du comité des usagers.

Thierry Pereira, Directeur technique, informe les membres que ce test a été réalisé sur 3 types de vélos. Le premier était un vélo classique avec 2 roues équipées de chambre à air, le second vélo avait uniquement la roue arrière équipée d'un pneu plein et enfin pour le troisième vélo, les deux pneus étaient équipés de pneus pleins. L'objectif de ce test était de savoir s'il est important de mettre en œuvre un pneu plein, deux pneus pleins ou aucun. Chaque membre du comité des usagers présent a pu tester un vélo mécanique ou un vélo à assistance électrique. Ensuite, les testeurs ont été interrogés sur leurs ressentis et leurs préférences parmi les 3 vélos testés. Smovengo doit maintenant compiler les résultats et les communiquer au Syndicat. Toutefois, en première approche il n'y a pas eu de différence notable déclarée par les usagers.

Olivier Stern (Montreuil) fait remarquer qu'il y a le confort des usagers et que si le retour était positif, il y a la question de la résilience du matériel en condition normale d'exploitation. Il indique qu'il faudra prévoir une phase de test plus sérieuse afin de savoir si on se dirige vers un crash industriel ou vers une innovation technologique satisfaisante.

Edith Félix (Bagnolet) demande si lors du test la voirie était en bon état ou en mauvais état comme l'on peut la trouver en Ile-de-France.

Thierry Pereira, Directeur technique, répond que ce test a eu lieu sur les quais de Seine, rive droite, à Paris. Le choix a été fait de prendre une zone où il y avait à la fois de l'enrobé et des pavés afin de pouvoir tester si le pneu plein sur pavés était moins confortable qu'un pneu classique. Concernant l'expérimentation, c'est une technologie qui existe déjà sur des vélos en libre-service dans le monde et le retour de l'exploitant est plutôt positif. Il est évident, dit-il, que si cette expérimentation était mise en place, un suivi attentif serait mis en place.

Sophie De Lamotte (Suresnes) souhaite savoir quelle serait l'implication sur la maintenance, et s'il y aurait moins de temps de réparation.

Le Président répond que pour 40 % des vélos en maintenance, un pneu au moins est endommagé. Il précise que le Directeur général de Smovengo a indiqué qu'avec ce dispositif, il serait possible d'avoir 500 vélos supplémentaires disponibles sur l'ensemble du parc en permanence. D'un point de vue qualité et disponibilité du service, c'est un enjeu très important.

Il ajoute qu'il est également important de valoriser le travail fait par le Comité des usagers qui est une instance précieuse. Il rappelle que ce comité est constitué de personnes tirées au sort sur la base du volontariat. Il ajoute que ces personnes sont engagées, volontaires et très positives vis-à-vis de l'évolution du service et savent être critiques quand c'est nécessaire.

François Vauglin (Paris) trouve la perspective intéressante. Il attire l'attention du Syndicat concernant les 500 vélos supplémentaires. Il faut, dit-il, que l'effort de maintenance soit maintenu au même niveau.

Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) s'interroge sur l'impact de la réparabilité, son coût et également l'impact environnemental. Elle estime qu'il est important de prendre tous ces critères en compte.

Patrice Pattée (Sceaux) s'interroge sur la durée de rétrofit de l'ensemble des 20 000 vélos dans l'hypothèse où le passage aux pneus plein serait adopté. Il est dit que le Syndicat gagnerait 500 vélos supplémentaires disponibles sur la flotte, mais il faudra un certain temps pour rétrofiter l'ensemble des vélos. Enfin, il souligne le fait que les membres du Comité des usagers sont de plus en plus impliqués.

Le Président, rappelle qu'en 2018, Patrice Pattée avait pris l'initiative de mettre en place le Comité des usagers.

Thierry Pereira, Directeur technique, précise que Smovengo estime que cette technologie est plus durable que les chambres à air puisqu'il n'y a qu'un seul matériau dans un pneu plein et que le traitement est plus simple pour le recyclage.

Concernant la durée du rétrofit pour l'ensemble des vélos, il indique que cela se ferait au fur et à mesure des réparations sachant que 40 % des vélos qui entrent en atelier sont concernés par un problème sur le pneu arrière.

Le Président indique que la poursuite des investissements des actionnaires de Smovengo est la raison pour laquelle les 3000 vélos supplémentaires ont été obtenus.

L'actualité est le besoin d'agrandir certaines stations dans le centre de Paris et dans certaines communes. Il précise que ça a été le cas à Paris place de la Madeleine et avenue Franklin Roosevelt, ainsi qu'à Saint-Denis et sur le territoire de GPSO où les chantiers se sont très bien passés.

Il souligne par ailleurs le fait que le Syndicat s'appuie sur un important travail autour des données et que depuis février 2024, les membres du Comité ont accès sur le site du Syndicat à tous les grands indicateurs d'usage du service, à l'échelle du réseau mais également à l'échelle de leur commune ou arrondissement. Il remercie l'équipe du Syndicat pour l'important travail fourni concernant la mise en place de ces tableaux de bord et indique être intéressé du retour des membres afin d'améliorer encore ces documents, en fonction des besoins.

Le point restant à aborder avec Smovengo, poursuit-il, est la régulation qu'il faut améliorer sur les stations qui sont structurellement régulièrement pleines ou vides. Le Syndicat espère que les efforts de Smovengo vont s'intensifier sur ce sujet. C'est également la question sur l'équation économique qui est posée, l'équilibre du service. Il rappelle ensuite que ce qu'a démontré l'audit du service, c'est que les moyens mis en œuvre par Smovengo pour faire la maintenance étaient nettement au-dessus de ce qui était prévu mais que les moyens mis en œuvre pour faire la régulation étaient nettement en dessous de ce qui était prévu. Il faut donc, dit-il, réussir à retrouver un équilibre satisfaisant sur l'ensemble de ces activités avec Smovengo.

Il termine en indiquant qu'il n'est pas question que des recettes supplémentaires ou des gains de productivité viennent rembourser les erreurs qui ont été commises par les actionnaires de Smovengo au début du contrat. Le Syndicat sera particulièrement attentif dans les décisions à prendre cette année pour la poursuite du service puisque tous les accords passés en début de mandat avec Smovengo s'arrêtent à la fin de l'année 2024. C'est une année importante et structurante sur les paramètres juridiques et financiers du service.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 12h.

Le Secrétaire,



Patrice Pattée

Le Président,



Sylvain Raifaud